

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4651

[2007/203480]

**22 NOVEMBER 2007.** — Decreet houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, met de Overeenkomst tot wijziging van de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de Groep van Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, anderzijds, ondertekend te Cotonou, op 23 juni 2000, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg, op 25 juni 2005 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Overeenkomst tot wijziging van de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de Groep van Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, anderzijds, ondertekend te Cotonou op 23 juni 2000, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg, op 25 juni 2005, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement, 655 (2007-2008), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 21 november 2007.*

Bespreking - Stemmingen.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4652

[2007/203470]

**14 NOVEMBRE 2007.** — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, notamment les articles 2, alinéa 2, 5, 7, alinéa 3, 8, alinéas 3 à 5, 10 et 11, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 avril 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 avril 2007;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 26 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 9 juillet 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.634/2, donné le 24 octobre 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition conjointe du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine et du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, pour partie, en application de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> "opérateur de formation" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé "le FOREm", les centres de formation agréés par le FOREm ou liés à ce dernier par convention, les établissements d'enseignement de promotion sociale, les centres de formation de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, les centres sectoriels de formation;

2<sup>o</sup> "demandeur d'emploi" : toute personne, résidant sur le territoire national, inscrite auprès d'un service de l'emploi, régional ou de la Communauté germanophone, en tant que demandeur d'emploi inoccupé;

3<sup>o</sup> "stagiaire" : tout demandeur d'emploi qui conclut un contrat de formation-insertion avec un employeur et le FOREm;

4<sup>o</sup> "Ministres de tutelle" : le Ministre de l'Emploi et le Ministre de la Formation;

5<sup>o</sup> "décret" : le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant.

#### CHAPITRE II. — Du contrat de formation-insertion

**Art. 3.** Le contrat de formation-insertion, visé à l'article 5 du décret, est conclu entre l'employeur, le FOREm et le stagiaire.

En aucun cas, la prestation de formation-insertion ne peut débiter avant la signature du contrat de formation-insertion par les trois parties.

Aucune prestation ne peut avoir été effectuée, pour le type de poste à pourvoir, dans le cadre d'un contrat de travail par le stagiaire chez l'employeur avant la signature du contrat de formation-insertion par les trois parties, à l'exception des prestations effectuées dans le cadre d'un contrat de travail, en ce compris un contrat de travail intérimaire, dont la durée cumulée ne peut excéder vingt jours dans les trois mois qui précèdent.

**Art. 4.** La durée du contrat de formation-insertion ne peut être inférieure à quatre semaines, ni supérieure à vingt-six semaines.

Toutefois, la durée du contrat de formation-insertion est, le cas échéant, prolongée des périodes d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de travail ou d'un accident sur le chemin du travail, des périodes de vacances annuelles, ainsi que des périodes de suspension pour chômage économique, d'intempéries ou d'un cas de force majeure.

Le contrat de formation-insertion n'est prolongé que si la somme des périodes, visées à l'alinéa 2, est au moins égale à quatorze jours.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Outre les cas de prolongation prévus à l'article 4, l'administrateur général du FOREm peut déroger à la limite des vingt-six semaines et porter la durée du contrat de formation-insertion à un maximum de cinquante-deux semaines pour le jeune stagiaire peu qualifié.

On entend par "jeune stagiaire peu qualifié", le stagiaire qui remplit, au moment de la conclusion du contrat de formation insertion, les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> avoir moins de vingt-cinq ans;

2<sup>o</sup> avoir obtenu, au maximum, un diplôme inférieur au diplôme du troisième degré de l'enseignement secondaire.

§ 2. Toute décision prise en vertu du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, fait l'objet d'une évaluation par les services du FOREm entre la dix-huitième et la vingt-deuxième semaine.

L'administrateur général du FOREm peut, sur base du résultat de cette évaluation, décider de mettre fin, avant terme, à l'exécution du contrat de formation-insertion. Dans ce cas, la décision, spécialement motivée, est communiquée tant au stagiaire qu'à l'employeur, au plus tard cinq jours avant l'expiration du délai des vingt-six semaines.

L'évaluation porte notamment sur les aspects suivants :

1<sup>o</sup> le respect des horaires et des consignes (notamment en matière de sécurité et d'hygiène) par le stagiaire;

2<sup>o</sup> l'intégration du stagiaire chez l'employeur;

3<sup>o</sup> l'intégration au poste de travail du stagiaire;

4<sup>o</sup> l'atteinte des objectifs de formation prévus dans le programme de formation établis initialement;

5<sup>o</sup> le suivi et l'accompagnement du stagiaire par l'employeur.

**Art. 6.** Le contrat de formation-insertion contient :

1<sup>o</sup> la description du poste à pourvoir;

2<sup>o</sup> le programme de formation;

3<sup>o</sup> le nom du ou des tuteurs visés à l'article 8, 2<sup>o</sup>, du décret;

4<sup>o</sup> la durée du contrat de formation-insertion;

5<sup>o</sup> le régime hebdomadaire des prestations;

6<sup>o</sup> le montant de la prime d'encouragement visée à l'article 7, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret;

7<sup>o</sup> les modalités d'octroi de l'indemnité pour frais de déplacement ainsi que de l'indemnité de compensation, telles que déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 2, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, du décret;

8<sup>o</sup> les modalités d'octroi de l'indemnité pour frais de missions, telles que déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, du décret;

9<sup>o</sup> l'engagement sur l'honneur de la part de l'employeur que celui-ci remplira les obligations visées aux articles 6 et 8 du décret.

Outre les dispositions visées à l'alinéa précédent, le contrat de formation-insertion doit contenir une période d'essai égale au tiers de la durée du contrat de formation-insertion prévue. Elle est égale au minimum à deux semaines et ne peut dépasser huit semaines.

Pendant cette période d'essai, chacune des parties peut mettre fin au contrat de formation-insertion, moyennant un préavis de sept jours, notifié selon les modalités prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en particulier son article 37.

Le modèle du contrat de formation-insertion est déterminé par les Ministres, sur proposition du FOREm.

**Art. 7.** Pendant l'exécution du contrat de formation-insertion, le FOREm procède systématiquement, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'employeur ou du stagiaire, à la vérification du bon déroulement de la formation.

En ce qui concerne le jeune stagiaire peu qualifié, le FOREm réalise un suivi individualisé et procède à la vérification du bon déroulement de la formation et, si nécessaire, prend toutes mesures utiles pour mener à bonne fin l'exécution du contrat de formation-insertion.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Pour l'application de l'article 8, alinéa 3, du décret, une convention est conclue entre l'employeur chez lequel le stagiaire a effectué son stage et l'employeur visé à l'article 8, alinéa 3, du décret, par laquelle ce dernier s'engage à respecter les obligations visées à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, du décret.

Chaque convention est agréée par l'administrateur général du FOREm, selon les modalités déterminées par les Ministres, avant tout début d'exécution du contrat de travail.

Un rapport reprenant les décisions d'agrément prises par l'administrateur général du FOREm est transmis tous les semestres à la Commission de suivi intersectorielle.

Le modèle de la convention est déterminé par les Ministres, sur proposition du FOREm.

§ 2. Pour l'application de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret, l'effectif du personnel correspond au nombre de travailleurs, déclarés à l'Office national de Sécurité sociale, du trimestre qui précède le début du contrat de formation-insertion, ci-après dénommé le trimestre de référence.

Pendant la durée du contrat de travail qui est égale à celle du contrat de formation-insertion, l'effectif du personnel doit être supérieur à celui du trimestre de référence d'un nombre d'unités au moins égal au nombre de stagiaires ayant achevé leur contrat de formation-insertion.

Néanmoins, il peut être égal à celui du trimestre de référence, en cas de remplacement par un ou plusieurs stagiaires :

1<sup>o</sup> d'un ou de plusieurs travailleurs admis à la prépension conventionnelle, en exécution de l'article 132 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des dispositions sociales;

2<sup>o</sup> d'un ou de plusieurs travailleurs qui réduisent ou interrompent leur carrière, conformément à la section 5 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales;

3<sup>o</sup> d'un ou de plusieurs travailleurs dont les contrats ont pris fin en vertu de l'article 32, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou en vertu de congés donnés par le ou les travailleurs, ainsi que du congé pour motif grave;

4<sup>o</sup> d'un ou de plusieurs travailleurs admis à la pension, en vertu de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres.

En plus des cas prévus à l'alinéa 3, sur demande expresse de l'employeur, l'administrateur général du FOREm peut déroger à l'obligation visée à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret, si la diminution de l'effectif de référence est causée par un cas fortuit ou un cas de force majeure dûment justifié. Un rapport reprenant les décisions d'octroi ou de refus de dérogation prises par l'administrateur général du FOREm est transmis tous les semestres à la Commission de suivi intersectorielle.

L'évaluation de l'obligation prévue à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret, est réalisée par le FOREm au moins une fois par an.

§ 3. A la demande du FOREm, l'employeur est tenu, dans un délai maximum d'un mois, de lui fournir les documents administratifs permettant de vérifier le respect de ses obligations, y compris une copie du contrat de travail conclu à l'issue du contrat de formation-insertion.

**Art. 9.** Le contrat de formation-insertion peut prendre fin avant son terme, notamment :

1<sup>o</sup> en cas de faillite ou de cessation des activités de l'employeur;

2<sup>o</sup> sur décision motivée de l'administrateur général du FOREm, notamment :

a) en cas d'inaptitude du stagiaire;

b) en cas de non-respect par l'employeur des obligations prévues par l'article 8 du décret;

c) pour le jeune stagiaire peu qualifié, en fonction des résultats de l'évaluation du stage, telle que prévue à l'article 5, § 2.

**Art. 10.** En cas de fusion, scission, cession ou absorption, le contrat de formation-insertion et le contrat de travail, conclu à l'issue de celui-ci, doivent être maintenus aux mêmes conditions par la nouvelle entité ainsi créée.

### CHAPITRE III. — *De la procédure d'introduction de la demande et des conditions de conclusion d'un contrat de formation-insertion*

**Art. 11.** La demande, visée à l'article 4 du décret, est adressée à l'administrateur général du FOREm et contient notamment :

1<sup>o</sup> les données d'identification de l'employeur;

2<sup>o</sup> le nom, l'expérience professionnelle et les qualifications du ou des tuteurs, visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret;

3<sup>o</sup> les caractéristiques du poste à pourvoir;

4<sup>o</sup> les conditions d'embauche offertes à l'issue du contrat de formation-insertion, notamment le type de contrat, le salaire et le régime horaire.

Le modèle de la demande est déterminé par les Ministres, sur proposition du FOREm.

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** Le FOREm est chargé de l'instruction, dans les délais prévus par le présent article, de chaque demande lui adressée.

§ 2. Le FOREm accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception de celle-ci.

Si la demande ou le dossier est incomplet, le FOREm en avise l'employeur, dans le même courrier, en lui faisant part de la suspension du délai visé aux §§ 3 ou 4, jusqu'à la réception des pièces ou renseignements manquants.

L'employeur introduit ces pièces et renseignements selon les mêmes modes que la demande.

Le FOREm adresse à l'employeur, dans les quinze jours qui suivent la date d'envoi de l'accusé de réception, un rappel du relevé des pièces manquantes.

A défaut de les avoir reçues dans les quinze jours qui suivent ce rappel, la demande est classée sans suite.

§ 3. A l'exception de la procédure prévue au § 4, l'administrateur général du FOREm prend sa décision dans les trente jours qui suivent la réception du dossier complet par son administration.

§ 4. Pour toute demande concernant simultanément au moins dix postes de travail vacants, l'avis du comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent territorialement est sollicité par l'administration du FOREm dans les dix jours de la réception de la demande complète.

Cet avis doit être rendu dans les trente jours qui suivent sa réception par le comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent territorialement. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

L'administrateur général du FOREm prend sa décision dans les soixante jours qui suivent la réception du dossier complet par son administration.

#### CHAPITRE IV. — *Des primes et indemnités*

**Art. 13.** La prime d'encouragement versée par l'employeur correspond au montant de la différence, au moment de la conclusion du contrat de formation-insertion, entre la rémunération imposable afférente au poste à pourvoir et les allocations visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, augmentées, le cas échéant, de l'indemnité de compensation visée à l'article 7, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, du décret.

Cette prime d'encouragement s'élève à soixante, quatre-vingt ou cent pour-cent du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, respectivement pendant le premier, le deuxième ou le troisième tiers du contrat de formation-insertion.

Lorsque la durée du contrat de formation-insertion est supérieure à vingt-six semaines, la progressivité visée à l'alinéa 2 se calcule sur les vingt-six premières semaines et la prime s'élève à cent pour-cent du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour la période ultérieure.

**Art. 14.** L'indemnité pour frais de déplacement, visée à l'article 7, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du décret, correspond aux frais résultant d'un déplacement journalier aller-retour, lorsque le domicile du stagiaire et le lieu où il reçoit principalement sa formation sont distants d'au moins cinq kilomètres.

Quel que soit le moyen de transport utilisé, le remboursement des frais exposés est limité au coût du transport en commun le moins onéreux.

**Art. 15.** L'indemnité de compensation, visée à l'article 7, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, du décret, est de 248 euros maximum par mois. Ce montant est diminué, le cas échéant, du montant des allocations visées à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret.

#### CHAPITRE V. — *Du suivi et de l'évaluation du dispositif*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La commission de suivi intersectorielle, visée à l'article 10 du décret, est chargée, outre tout avis d'initiative, de remettre annuellement aux Ministres, notamment sur la base des informations fournies par le FOREm, un rapport d'évaluation sur l'exécution du décret.

Le rapport annuel d'évaluation contient un volet quantitatif et un volet qualitatif permettant notamment d'évaluer l'impact de la mesure notamment par rapport aux indicateurs suivants :

1<sup>o</sup> par direction régionale du FOREm, par commissions paritaires des entreprises et par secteur d'activité, le nombre de contrat de formation-insertion conclu et mené à bonne fin;

2<sup>o</sup> par niveau d'étude, par âge, par durée d'inoccupation, par sexe et par catégories de demandeurs d'emploi, le nombre de bénéficiaires;

3<sup>o</sup> le taux d'insertion durable dans l'emploi, exprimé par le nombre et le type de contrats de travail conclus après la durée du contrat de formation-insertion;

4<sup>o</sup> pour ce qui concerne les dérogations accordées en vertu de l'article 5, outre les éléments repris ci-dessus, notamment leur nombre et leur résultat en termes d'insertion dans l'emploi.

§ 2. La commission de suivi intersectorielle se compose :

1<sup>o</sup> de deux membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

2<sup>o</sup> de deux membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

3<sup>o</sup> de deux membres effectifs et d'autant de suppléants représentant le FOREm, dont un assure le secrétariat.

La présidence de la Commission de suivi intersectorielle est assurée en alternance, chaque année, par un des représentants visés aux points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le mandat des membres, effectifs et suppléants, a une durée de cinq ans, renouvelable.

Il prend fin :

1<sup>o</sup> en cas de démission;

2<sup>o</sup> lorsque l'organisation, qui a proposé un membre, demande son remplacement;

3<sup>o</sup> lorsqu'un membre ne fait plus partie de l'organisation qu'il représente;

4<sup>o</sup> lorsqu'un membre atteint l'âge de 67 ans accomplis sauf dérogation octroyée par les Ministres pour des raisons dûment motivées;

5<sup>o</sup> lorsqu'il est absent plus de trois fois non justifiées par an;

6<sup>o</sup> lorsqu'il ne participe pas à la moitié des réunions annuelles sauf dérogation octroyée par les Ministres pour des raisons médicales.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de ce mandat est remplacé pour la période qui reste à couvrir.

Les Ministres désignent les membres de la commission de suivi intersectorielle visés au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du présent article, sur proposition des organisations qu'ils représentent et les membres visés au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, sur proposition du FOREm.

La commission de suivi intersectorielle établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation, au Gouvernement.

Le règlement d'ordre intérieur de la commission de suivi intersectorielle doit, notamment, prévoir :

- 1° les règles concernant la convocation, prioritairement par voie électronique, de la commission;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du président;
- 4° les règles de quorum pour que la commission de suivi intersectorielle délibère valablement;
- 5° la périodicité des réunions de la commission de suivi intersectorielle;
- 6° les modalités de fonctionnement en cas de procédure écrite vu l'urgence.

Les Ministres déterminent les modalités relatives aux jetons de présence des membres qui ne représentent, ni le Gouvernement, ni l'administration ou les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne, ainsi que les modalités relatives aux frais de déplacement calculés conformément aux dispositions applicables au personnel des services du Gouvernement et notamment en application du chapitre I<sup>er</sup>, du titre II, du livre IV du Code de la Fonction publique.

#### CHAPITRE VI. — *Des dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 17.** L'arrêté du 11 décembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant est abrogé.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 19.** Les Ministres sont chargés conjointement de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4652

[2007/203470]

**14 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, inzonderheid op de artikelen 2, tweede lid, 5, 7, derde lid, 8, derde tot vijfde lid, 10 en 11, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een opleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 april 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 april 2007;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 26 juni 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 9 juli 2007;

Gelet op het advies nr. 43.634/2 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium en van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt gedeeltelijk een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "opleidingsoperateur": de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", hierna "FOREm" genoemd, de opleidingscentra erkend door de "FOREm" of met hem gebonden krachtens een overeenkomst, de onderwijsinstellingen voor sociale promotie, de opleidingscentra van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), het "Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding en voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), de sectorale opleidingscentra;

2. "werkzoekende": elke persoon woonachtig op het nationale grondgebied die als werkloze werkzoekende ingeschreven is bij een tewerkstellingsdienst van het Gewest of van de Duitstalige gemeenschap;

3° "stagiair": elk werkzoekende die een overeenkomst opleiding-inschakeling sluit met een werkgever en de "FOREm";

4° "Voogdijministers": de Minister van Tewerkstelling en de Minister van Vorming;

5° "decreet": het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien.

HOOFDSTUK II. — *Overeenkomst opleiding-inschakeling*

**Art. 3.** De overeenkomst opleiding-inschakeling bedoeld in artikel 5 van het decreet wordt gesloten tussen de werkgever, de "FOREm" en de stagiair.

De prestatie opleiding-inschakeling mag in geen geval beginnen vóór de ondertekening van de overeenkomst opleiding-inschakeling door de drie partijen.

Voor het soort in te vullen betrekking mag de stagiair in het kader van een arbeidsovereenkomst geen prestatie bij de werkgever verricht hebben vóór de ondertekening van de overeenkomst opleiding-inschakeling door de drie partijen, behalve de prestaties verricht in het kader van een arbeidsovereenkomst, met inbegrip van een uitzendarbeidscontract, waarvan de gecumuleerde duur niet meer dan twintig dagen over de drie voorafgaande maanden mag bedragen.

**Art. 4.** De overeenkomst opleiding-inschakeling duurt minstens vier en hoogstens zesentwintig weken.

De duur van de overeenkomst opleiding-inschakeling wordt desgevallend evenwel verlengd met de periodes van arbeidsongeschiktheid als gevolg van een ziekte, een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar het werk, met de jaarlijkse verlofperiodes, alsook met de schorsingsperiodes wegens economische werkloosheid, slechte weersomstandigheden of overmacht.

De overeenkomst opleiding-inschakeling wordt slechts verlengd als de som van de periodes bedoeld in het tweede lid minstens veertien dagen bedraagt.

**Art. 5.** § 1. Behalve de verlengingsgevallen bedoeld in artikel 4 kan de administrateur-generaal van de "FOREm" afwijken van de grens van zesentwintig weken en de duur van de overeenkomst opleiding-inschakeling opvoeren tot maximum tweeënvijftig weken voor een laag geschoolde jonge stagiair.

Een "laag geschoolde jonge stagiair" is een stagiair die bij het sluiten van de overeenkomst opleiding-inschakeling de volgende voorwaarden vervult :

1° jonger zijn dan vijftientwintig jaar;

2° houder zijn van, hoogstens, een diploma onder het diploma van de derde graad van het secundair onderwijs.

§ 2. Elke beslissing genomen krachtens § 1, eerste lid, wordt tussen de achttiende en de tweeëntwintigste week door de diensten van de "FOREm" beoordeeld.

De administrateur-generaal van de "FOREm" kan op basis van het resultaat van deze beoordeling ertoe beslissen voortijdig een einde te maken aan de uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling. In dat geval wordt de speciaal gemotiveerde beslissing uiterlijk vijf dagen vóór het verstrijken van de termijn van zesentwintig weken aan de stagiair en aan de werkgever meegedeeld.

De beoordeling slaat met name op de volgende aspecten :

1° de inachtneming van de uurregelingen en de instructies (o.a. inzake veiligheid en hygiëne) door de stagiair;

2° de integratie van de stagiair bij de werkgever;

3° de integratie van de stagiair op zijn arbeidspost;

4° het halen van de opleidingsdoelstellingen waarin het opleidingsprogramma aanvankelijk voorziet;

5° de opvolging en de begeleiding van de stagiair door de werkgever.

**Art. 6.** De overeenkomst opleiding-inschakeling bevat :

1° de omschrijving van de in te vullen betrekking;

2° het opleidingsprogramma;

3° de naam van de voogd(en) bedoeld in artikel 8, 2°, van het decreet;

4° de duur van de overeenkomst opleiding-inschakeling;

5° het wekelijkse regime van de prestaties;

6° het bedrag van de aanmoedigingspremie bedoeld in artikel 7, tweede lid, 1°, van het decreet;

7° de modaliteiten tot toekenning van de vergoeding van de verplaatsingskosten, alsook de compensatievergoeding, zoals bepaald krachtens artikel 7, tweede lid, 2° en 4°, van het decreet;

8° de modaliteiten tot toekenning van de vergoeding van de opdrachtkosten, zoals bepaald krachtens artikel 7, tweede lid, 3°, van het decreet;

9° de verbintenis op erewoord van de werkgever dat hij zal voldoen aan de verplichtingen bedoeld in de artikelen 6 en 8 van het decreet.

Behalve de bepalingen bedoeld in het vorige lid moet de overeenkomst opleiding-inschakeling voorzien in een proefperiode gelijk aan één derde van de voorziene duur ervan. Ze duurt minimum twee en maximum acht weken.

Tijdens de proefperiode kan elke partij de overeenkomst opleiding-inschakeling opzeggen, mits inachtneming van een opzegtermijn van zeven dagen, meegedeeld volgens de modaliteiten bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid artikel 37.

Het model van de overeenkomst opleiding-inschakeling wordt door de Ministers bepaald op voorstel van de "FOREm".

**Art. 7.** Tijdens de uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling ziet de "FOREm" systematisch toe op het vlotte verloop van de opleiding, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de werkgever of van de stagiair.

Voor de laaggeschoolde jonge stagiair verricht de "FOREm" een geïndividualiseerde opvolging; hij ziet toe op het vlotte verloop van de opleiding en neemt desnoods alle nuttige maatregelen om de overeenkomst opleiding-inschakeling tot het goed eind te brengen.

**Art. 8.** § 1. Voor de toepassing van artikel 8, derde lid, van het decreet wordt een overeenkomst gesloten tussen de werkgever bij wie de stagiair stage heeft gelopen en de werkgever bedoeld in artikel 8, derde lid, van het decreet, waarbij laatstgenoemde zich ertoe verbindt te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 8, eerste lid, 4° en 5°, van het decreet.

Vóór de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt elke overeenkomst door de administrateur-generaal van de "FOREm" erkend volgens de modaliteiten die de Ministers bepalen.

Een verslag met de erkenningsbeslissingen die door de administrateur-generaal van de "FOREm" genomen worden, wordt om de zes maanden aan de intersectorale opvolgingscommissie overgemaakt.

Het model van de overeenkomst wordt door de Ministers bepaald op voorstel van de "FOREm".

§ 2. Voor de toepassing van artikel 8, eerste lid, 5°, van het decreet stemt het personeelsbestand overeen met het bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven aantal werknemers van het kwartaal dat voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst opleiding-inschakeling, hierna referentiekwartaal genoemd.

Tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst, die overeenstemt met die van de overeenkomst opleiding-inschakeling, moet het personeelsbestand dat van het referentiekwartaal overschrijden met een aantal eenheden dat minstens gelijk is aan het aantal stagiairs die hun overeenkomst opleiding-inschakeling beëindigd hebben.

Het kan evenwel gelijk zijn aan dat van het referentiekwartaal in geval van vervanging door één of meer stagiairs :

1° van één of meer werknemers die in aanmerking komen voor het conventionele brugpensioen, overeenkomstig artikel 132 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen;

2° van één of meer werknemers die hun arbeidsprestaties verminderen of hun loopbaan onderbreken, overeenkomstig afdeling 5 van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

3° van één of meer werknemers van wie de overeenkomsten beëindigd zijn krachtens artikel 32, 4° en 5°, van de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten of krachtens opzeggingen betekend door de werknemer(s), alsook het ontslag om dringende reden;

4° van één of meer werknemers die voor pensioen in aanmerking komt/komen krachtens de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillige verzekerden.

Behalve de gevallen waarin het derde lid voorziet, kan de administrateur-generaal van de "FOREm" op uitdrukkelijk verzoek van de werkgever afwijken van de verplichting bedoeld in artikel 8, eerste lid, 5°, van het decreet als de vermindering van het referentiebestand te wijten is aan toeval of aan een behoorlijk gemotiveerd geval van overmacht. Een verslag met de beslissingen tot toekenning of weigering van afwijking die door de administrateur-generaal van de "FOREm" genomen worden, wordt om de zes maanden aan de intersectorale opvolgingscommissie overgemaakt.

De "FOREm" gaat minstens één keer per jaar na of de verplichting bedoeld in artikel 8, eerste lid, 5°, van het decreet nagekomen wordt.

§ 3. Op verzoek van de "FOREm" moet de werkgever hem binnen hoogstens een maand de administratieve documenten overmaken op grond waarvan kan worden nagegaan of hij zijn verplichtingen nakomt, samen met een afschrift van de arbeidsovereenkomst gesloten na afloop van de overeenkomst opleiding-inschakeling.

**Art. 9.** De overeenkomst opleiding-inschakeling kan voortijdig eindigen, o.a. :

1° in geval van faillissement of van stopzetting van de activiteiten van de werkgever;

2° bij gemotiveerde beslissing van de administrateur-generaal van de "FOREm", o.a. :

a) in geval van ongeschiktheid van de stagiair;

b) als de werkgever niet voldoet aan de verplichtingen waarin artikel 8 van het decreet voorziet;

c) voor de laaggeschoolde jonge stagiair, naar gelang van de resultaten van de beoordeling van de stage, zoals bepaald bij artikel 5, § 2.

**Art. 10.** In geval van samensmelting, splitsing, overdracht of opslorping worden de overeenkomst opleiding-inschakeling en de arbeidsovereenkomst onder dezelfde voorwaarden behouden door de nieuwe entiteit.

#### HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de indiening van het verzoek en voorwaarden voor het sluiten van een overeenkomst opleiding-inschakeling*

**Art. 11.** Het verzoek bedoeld in artikel 4 van het decreet wordt gericht aan de administrateur-generaal van de "FOREm" en bevat o.a. :

1° de identificatiegegevens van de werkgever;

2° de naam, de beroepservaring en de kwalificaties van de voorged(en) bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°, van het decreet;

3° de kenmerken van de in te vullen betrekking;

4° de voorwaarden van indienstneming geboden na afloop van de overeenkomst opleiding-inschakeling, o.a. het type overeenkomst, de bezoldiging en het werkschema.

Het model van het verzoek wordt door de Ministers bepaald op voorstel van de "FOREm".

**Art. 12.** § 1. Elk verzoek dat tot de "FOREm" gericht wordt, wordt door hem behandeld binnen de termijnen waarin dit artikel voorziet.

§ 2. De "FOREm" bericht ontvangst van het verzoek binnen tien dagen na ontvangst ervan.

Als het verzoek of het dossier onvolledig is, verwittigt de "FOREm" de werkgever en laat hij hem in hetzelfde schrijven weten dat de termijn bedoeld in de §§ 3 of 4 opgeschort wordt tot de inontvangstneming van de ontbrekende stukken of gegevens.

De werkgever dient de ontbrekende stukken of gegevens in volgens de modaliteiten die voor het verzoek gelden.

De "FOREm" stuurt binnen vijftien dagen na de datum van verzending van het bericht van ontvangst een rappelbrief met de lijst van de ontbrekende stukken naar de werkgever.

Als hij ze niet binnen vijftien na die rappelbrief ontvangen heeft, wordt het verzoek als ongedaan beschouwd.

§ 3. Met uitzondering van de procedure waarin § 4 voorziet, beslist de administrateur-generaal van de "FOREm" binnen dertig dagen na ontvangst van het volledige dossier door zijn administratie.

§ 4. Voor elk verzoek dat tegelijkertijd minstens tien vacante betrekkingen betreft, wordt het territoriaal bevoegde subregionaal comité voor tewerkstelling en vorming binnen tien dagen na ontvangst van het volledige verzoek om advies gevraagd door de administratie van de "FOREm".

Dat advies wordt uitgebracht binnen dertig dagen na ontvangst ervan door het territoriaal bevoegde subregionaal comité voor tewerkstelling en vorming. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De administrateur-generaal van de "FOREm" beslist binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier door zijn administratie.

#### HOOFDSTUK IV. — *Premies en vergoedingen*

**Art. 13.** De door de werkgever gestorte aanmoedigingspremie stemt overeen met het bedrag van het verschil, bij het sluiten van de overeenkomst opleiding-inschakeling, tussen de belastbare bezoldiging betreffende de in te vullen betrekking en de uitkeringen bedoeld in artikel 7, eerste lid, van het decreet, desgevallend verhoogd met de compensatievergoeding bedoeld in artikel 7, tweede lid, 4°, van het decreet.

Deze aanmoedigingspremie bedraagt zestig, tachtig of honderd percent van het bedrag bedoeld in het eerste lid, gedurende respectievelijk het eerste, het tweede of het derde derde van de overeenkomst opleiding-inschakeling.

Als de overeenkomst opleiding-inschakeling langer duurt dan zesentwintig weken, wordt de progressiviteit bedoeld in het tweede lid berekend over de eerste zesentwintig weken en bedraagt de premie honderd percent van het bedrag bedoeld in het eerste lid voor de volgende periode.

**Art. 14.** De in artikel 7, tweede lid, 2°, van het decreet bedoelde vergoeding voor verplaatsingskosten is gelijk aan de kosten van een dagelijkse verplaatsing (heen en terug) als de woonplaats van de stagiair en de plaats waar hij zijn opleiding hoofdzakelijk volgt minstens vijf kilometer van elkaar verwijderd zijn.

De terugbetaling van de gemaakte kosten wordt beperkt tot de kostprijs van het goedkoopste vervoermiddel, ongeacht het gebruikte vervoermiddel.

**Art. 15.** De compensatievergoeding bedoeld in artikel 7, tweede lid, 4°, van het decreet, bedraagt hoogstens 248 euro per maand. Dat bedrag wordt desgevallend verminderd met het bedrag van de uitkeringen bedoeld in artikel 7, eerste lid, van het decreet.

#### HOOFDSTUK V. — *Opvolging en evaluatie van het stelsel*

**Art. 16.** § 1. Behalve elke adviesverlening op eigen initiatief, wordt de intersectorale opvolgingscommissie bedoeld in artikel 10 van het decreet ermee belast jaarlijks een evaluatieverslag over de uitvoering van het decreet aan de Minister over te leggen, o.a. op basis van de gegevens verstrekt door de "FOREm".

Het jaarlijkse evaluatieverslag bevat een kwantitatief en een kwalitatief luik op grond waarvan de weerslag van de maatregel kan worden beoordeeld o.a. ten opzichte van de volgende indicatoren :

1° per regionale directie van de "FOREm", per paritaire commissie van de ondernemingen en per activiteitensector, het aantal gesloten en goed uitgevoerde overeenkomsten opleiding-inschakeling;

2° per studieniveau, per leeftijd, per werkloosheidsduur, per geslacht en per categorie werkzoekenden, het aantal begunstigden;

3° het percentage duurzame inschakeling in de betrekking, uitgedrukt door het aantal en het type arbeids-overeenkomsten gesloten na de duur van de overeenkomst opleiding-inschakeling;

4° wat betreft de afwijkingen toegestaan krachtens artikel 5, behalve bovenbedoelde gegevens, o.a. hun aantal en hun resultaat inzake de inschakeling in de betrekking.

§ 2. De intersectorale opvolgingscommissie is samengesteld uit :

1° twee gewone en twee plaatsvervangende leden die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

2° twee gewone en twee plaatsvervangende leden die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

3° twee gewone en twee plaatsvervangende leden die de "FOREm" vertegenwoordigen, van wie één het secretariaat waarneemt.

Het voorzitterschap van de intersectorale opvolgingscommissie wordt jaarlijks beurtelings waargenomen door één van de vertegenwoordigers bedoeld onder de punten 1° en 2°, eerste lid.

§ 3. Het mandaat van de gewone en plaatsvervangende leden loopt vijf jaar en is hernieuwbaar.

Het verstrijkt :

1° in geval van ontslag;

2° als de organisatie, die een lid heeft voorgedragen, om zijn vervanging vraagt;

3° als een lid niet langer deel uitmaakt van de organisatie die hij vertegenwoordigt;

4° als een lid de leeftijd van 67 jaar heeft bereikt, behalve afwijking toegestaan door de Ministers om behoorlijk gemotiveerde redenen;

5° als een lid meer dan drie keer per jaar zonder rechtvaardiging afwezig is;

6° als het de helft van de jaarlijkse vergaderingen niet bijwoont, behalve afwijking toegestaan door de Ministers om medische redenen.

Het lid dat zijn mandaat vóór de verstrijksdatum neerlegt wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voleindigt.

De Ministers wijzen de in § 2, eerste lid, 1° en 2°, van dit artikel bedoelde leden van de intersectorale opvolgingscommissie aan op de voordracht van de organisaties die ze vertegenwoordigen en de leden bedoeld in § 2, eerste lid, 3°, op de voordracht van de "FOREm".

De intersectorale opvolgingscommissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Het huishoudelijk reglement van de intersectorale opvolgingscommissie voorziet o.a. in :

1° de regels voor de oproeping van de commissie, bij voorkeur langs de elektronische weg;

2° de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten;

3° de regels die toepasselijk zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

4° de quorumregels opdat de intersectorale opvolgingscommissie rechtsgeldig kan beraadslagen;

5° de periodiciteit van de vergaderingen van de intersectorale opvolgingscommissie;

6° de werkingsmodaliteiten in geval van geschreven procedure, rekening houdend met de dringende noodzakelijkheid.

De Ministers bepalen de modaliteiten betreffende het presentiegeld van de leden die de Regering noch de administratie of de onder het Waalse Gewest ressorterende instellingen van openbaar nut vertegenwoordigen, alsook de modaliteiten betreffende de verplaatsingskosten berekend overeenkomstig de bepalingen die toepasselijk zijn op het personeel van de Regeringsdiensten en met name overeenkomstig hoofdstuk I, titel II, van boek IV van de Ambtenarencode.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen.*

**Art. 17.** Het besluit van 11 december 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien wordt opgeheven.



**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

**Art. 19.** De Ministers zijn gezamenlijk belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 14 november 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT  
De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

---

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4653

[2007/203481]

**22 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant désignation de l'émetteur de chèques-formation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2006 et par le décret du 14 juin 2007, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2007, notamment l'article 18;

Sur proposition de l'Office wallon de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du Ministre de la Formation,  
Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'émetteur désigné pour assurer la délivrance des chèques-formation dans le cadre de la subvention "chèque-formation" est la société anonyme Sodexho Belgique.

**Art. 2.** Cette désignation a une durée de trois ans, à dater de la notification de l'attribution définitive du marché.

**Art. 3.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 2007 portant désignation de l'émetteur de chèques-formation est abrogé.

Namur, le 22 novembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE  
Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4653

[2007/203481]

**22 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering  
tot aanwijzing van de uitschrijver van opleidingscheques**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2006 en bij het decreet van 14 juni 2007, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2007, inzonderheid op artikel 18;

Op de voordracht van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling),

Besluit :

**Artikel 1.** De uitgever die aangewezen wordt om opleidingscheques af te geven in het kader van de subsidie "opleidingscheque" is de naamloze vennootschap Sodexho België.

**Art. 2.** Deze aanwijzing geldt drie jaar vanaf de datum van kennisgeving van de definitieve toewijzing van de opdracht.

**Art. 3.** Het besluit van de Waalse Regering van 9 november 2007 tot aanwijzing van de uitschrijver van opleidingscheques wordt opgeheven.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA